



Programme de crise et programme socialiste

Le parti socialiste se trouve aujourd'hui coincé (comme le parti communiste, d'ailleurs, mais d'une autre façon) entre des **perspectives** socialistes, qualifiées d'auto-gestionnaires, et une **conjoncture** économique particulière en France. Bien entendu, ces perspectives et cette conjoncture ne sont pas indépendantes de ce qui se passe en Europe et au-delà, dans le monde entier. Mais puisque le P.S. prétend assumer le pouvoir, le gouvernement, en France, on peut tout de même essayer d'examiner ce qui en est ici. Impossible d'envisager la venue de « la gauche » au pouvoir dans l'état bourgeois (la V* République), telle qu'elle l'imagine, sans tâcher de comprendre comment elle analyse la crise actuelle en France, et comment elle entend y faire face.

F. Mitterrand et la plupart de ses amis répondent qu'il s'agit d'abord « de s'inspirer » du programme commun établi de concert avec le parti communiste. Mais, en même temps, ils voudraient que le programme commun ne soit que le tremplin d'où l'on pourrait préparer un saut vers un « socialisme autogestionnaire » — perspective qui paraît inquiétante et passablement hypocrite au P.C., favorable aux « étapes » successives bien délimitées.

Mais cette réponse ne dit rien sur l'attitude à prendre devant la **crise économique actuelle**, qui est sans rapport direct avec le « programme commun » ni avec les « perspectives socialistes ». Or, pour le moment, c'est **cette** crise qui agite la population travailleuse du pays. C'est dans cette crise que les organisations syndicales et politiques socialistes doivent se débattre et chercher à élaborer une politique d'ensemble qui devrait leur permettre d'assumer le pouvoir sans décevoir leurs mandants à bref délai. La vague de grèves et de manifestations qui agitent le pays depuis le début d'octobre dans les grands services publics (P.T.T., S.N.C.F., R.A.T.P., Houillères, O.R.T.F., E.D.F., etc.) et qui atteint ici et là l'industrie privée (textile, chimie, pétrole et pétro-chimie, électronique...), les revendications de la petite paysannerie, de l'artisanat et de certains secteurs commerciaux, l'agitation des fonctionnaires et assimilés de l'enseignement, des employés de banques et assurances, etc. — tout cela s'inscrit pour le moment dans le cadre de cette **crise** et non dans la perspective d'un socialisme véritable. Or, sur la nature et l'évolution de la crise actuelle, le P.S. se contente de propositions locales et partielles dont on ne comprend pas très bien ce qu'elles signifient.

On demande bien la nationalisation de Dassault, mais c'est parce qu'un général réactionnaire (Stehlin) l'a mise sur la sellette. On approuve les postiers en grève, mais c'est la C.F.D.T. et la C.G.T. qui mènent la lutte. Nulle part le P.S. ne se présente dans les conflits actuels comme une partie prenante. Il parle de constituer des « groupes d'entreprises », mais on n'observe pas de participation active de ces groupes aux luttes en cours. La direction du P.S. réserve ses « solutions » pour les débats académiques ou les combinaisons pré-électorales. Et pourtant, nombre de ceux qui l'ont soutenu récemment parmi les travailleurs démontrent qu'ils sont prêts à s'engager dans des contre-offensives efficaces. On voit



le décalage entre les discours publics tenus aux Assises du socialisme, et la volonté de lutte qui s'est manifestée parmi ses participants de base. Le manifeste de ces Assises, qui inquiète tant le P.C. n'est pas apparu comme un document apportant réponse aux mouvements qu'engendre la crise actuelle.

Tout cela a incité M. Rocard à exposer dans trois articles du **Monde** (les 30, 31 octobre et 1^{er} novembre) une sorte de substitut aux défaillances du P.S. dont il paraît si avide de paraître maintenant l'inspirateur. Comme ces textes représentent l'opinion la plus sincère, probablement, de Rocard, on peut essayer d'en discuter en espérant que cela servira, sinon au P.S., du moins au... P.S.U.

Ce qui inquiète, dans les propositions de Rocard, c'est le point de vue auquel il se place, et qui rappelle celui qu'adoptait Mendès-France du temps où il était membre du P.S.U. (c'est-à-dire de 1960 jusqu'en 1968). Pour lui, c'est « la France » qui est devant les échéances, c'est au Ministère de l'Industrie et au Commissariat au Plan « qu'il faut redonner force », et « il n'est guère possible pour la France, en économie ouverte, de descendre au-dessous du rythme de hausses de prix de son principal partenaire commercial, la R.F.A. A 7 %, nous serons déjà plus au calme »... En somme, la transformation socialiste du pays qu'il envisage se présente comme une sorte d'aménagement des difficultés de « la France » dont on ne voit pas très bien quelle est la signification de classe.

Cela n'empêche sans doute pas de diagnostiquer certains aspects de la crise d'une façon qui d'ailleurs est certainement aussi partagée par les milieux gouvernementaux proches de Giscard, ce qui ne les empêche pas d'être parfois exacts. Par exemple, il est clair que les processus inflationnistes ne peuvent en aucun cas être stoppés en 48 heures et qu'une certaine baisse globale des niveaux de production doit être enregistrée de toute façon à bref délai. Il est clair aussi que l'accroissement de la proportion des salaires dans le produit national brut — qui nous intéresse beaucoup plus directement que « le pouvoir d'achat des ménages, quelle que soit la nature de leurs revenus, » — prendra bientôt l'allure d'une diminution. Il est probable que « l'expansion » du commerce extérieur se ralentira, que les investissements changeront quelque peu de secteurs et diminueront, et que la consommation des personnes (la demande des économistes) se contractera d'autant plus que « l'encadrement » du crédit restera sévère. Tout cela est en effet d'autant plus vraisemblable que c'est justement un objectif que le gouvernement se propose lui-même, et que dans la perspective acceptée d'un ralentissement du rythme de croissance (4 % en 1974?), même des arrêts de travail et des diminutions d'horaires (comme à Rhône-Poulenc) ne sont pas entièrement négatifs aux yeux de l'Etat et du patronat.

Ainsi, comme le dit Rocard, « il serait erroné de céder à la tentation de dramatiser les choses, et il faut y regarder de près ». Et il remarque que la crise présente, même à l'échelle européenne et américaine, ne peut être arbitrairement assimilée au gigantesque krach de 1929, qui ouvrit l'ère des bouleversements dont la seconde guerre mondiale fut la conclusion. Le mécanisme des investissements et le contrôle de la demande ne sont plus maintenant ce qu'ils étaient il y a 40 ans. L'Etat et ses institutions économiques sont devenus des facteurs puissants de manœuvres. Mais comment faut-il caractériser la manœuvre gouvernementale ?

Selon Rocard, il s'agit d'une « politique au fil de l'eau où le verbe l'emporte sur l'action ». C'est justement là-dessus qu'il faudrait d'abord s'entendre. Les discours publics, les dispositions officielles prises par le gouvernement, peuvent donner cette impression. Mais il est dangereux de sous estimer l'adversaire de cette façon en négligeant de voir et de comprendre ce qui se passe derrière les paroles de circonstance et les mesures au coup par coup. L'Etat et ses classes dirigeantes n'en sont plus à une crise près. Pendant qu'ils ergotent sur les statistiques pour nous prouver qu'il n'y a guère de chômage, mais plutôt des « demandes d'emplois croissantes », que la hausse des prix se ralentit, mais justement là où c'est le moins important pour la consommation courante; que les restrictions de crédits et de dépenses budgétaires n'empêchent pas le lancement de toutes sortes d'emprunts, etc., des remaniements profonds ont lieu dans l'appa-



reil industriel, dans l'administration économique, et jusque dans les structures de salaires. Et dans ces domaines, Giscard et son équipe ne se contentent nullement de suivre « le fil de l'eau ». Comme le remarque Rocard, les crédits effectivement distribués restent beaucoup plus importants que les crédits soumis aux normes de restriction.

Autrement dit, derrière l'apparence d'un laissez-aller qui ne trompe que les observateurs superficiels, le gouvernement soutient la concentration des grandes affaires qui entendent bien sortir de la récession les reins plus solides qu'auparavant, même si ce n'est que par comparaison avec d'autres grands pays industriels. Et c'est en raison de cette caractéristique de la volonté capitaliste, qui n'a rien de la politique « du chien crevé au fil de l'eau », qu'il faudrait envisager aujourd'hui une véritable politique de contre-offensive socialiste.

C'est ce que Rocard et le P.S. prétendent faire en s'attaquant « aux problèmes du long terme », car « vue à dix-huit mois, la situation est dramatique ». Mais comment s'y prendre dans l'immédiat ? Doit-on élaborer une stratégie qui n'ait de sens que pour un gouvernement de « gauche », issu d'élections favorables en... 1978, bien que, comme déclarait E. Maire le 6 novembre, « la politique actuelle du gouvernement ne peut durer jusqu'aux prochaines élections » ? A quel niveau l'action doit-elle être engagée ? Les organisations syndicales, qui expriment plus ou moins bien l'attitude et les réactions des salariés qu'ils groupent, et des travailleurs en général, ont été entraînées à l'action, et pour le moment leurs revendications constituent la base réelle sur laquelle une amorce de politique socialiste puisse prendre racine. C'est au niveau de confrontations de classes actuelles, dans tous les secteurs concernés (salariés de l'Etat et des entreprises privées, agriculteurs, jeunesse scolarisée, etc.) que doit s'élaborer une stratégie d'action pour la période présente. En un sens, on pourrait dire que c'est dans la **conjoncture** qu'il faut d'abord trouver le point d'appui de la stratégie et en tout cas de la tactique. Conjoncture solidaire du développement des luttes sociales et de l'évolution économique, s'entend.

Aux appels du pied de Giscard d'Estaing, Mitterrand et Rocard répondent en faisant la moue : toutes les « réformettes » que le gouvernement sème « au fil de l'eau » ne sont que du vent et des paroles; ce qu'ils veulent, c'est une « transformation de structure ». Mais dans la pratique c'est une façon de ne s'occuper sérieusement ni des unes, ni de l'autre. Si l'on s'y prenait comme il faut, on ne réduirait pas les discussions sur les structures (les fameux projets de société) aux exposés d'Assises du Socialisme dont on exclut le P.S.U., et l'on n'esquiverait pas en même temps la présence active aux luttes concrètement menées par les travailleurs atteints dans leurs conditions de vie et de travail, même si elles sont limitées dans leur portée immédiate.

En effet, nous informant de ce que fera « la gauche au pouvoir », que propose Rocard à « la France » ? Une réponse à quatre problèmes : 1°) l'énergie et les matières premières; 2°) les structures et l'orientation du développement « du pays »; 3°) la « réorganisation de nos mécanismes financiers »; 4°) la lutte contre l'inflation.

Le contenu des réponses mêle curieusement des préoccupations conjoncturelles et de grandioses visions futures. En matière d'énergie et de matières premières (pétrole et nucléaire en tête), « l'essentiel » serait de stimuler divers secteurs de la recherche, problème budgétaire avant tout. Mais ce n'est là qu'une banalité à l'ordre du jour dans tous les pays industriels du monde, et il est doux qu'une sorte d'autarcie dans ce domaine ouvre à la France une perspective socialiste quelconque. Ensuite, vient la nécessité d'un nouveau modèle de développement, parant au « danger de destruction de l'espèce humaine par asphyxie de la niche écologique ». Mais c'est « une politique à 20 ans qui est ici nécessaire », et surtout, un Plan. Il faudrait alors faire revivre un Commissariat au Plan, comme Mendès-France le réclamait constamment. Celui-ci engagerait une authentique politique des revenus tendant à réduire les inégalités présentes, en encourageant une



épargne qui devrait être indexée, et en alourdissant les impôts sur les revenus élevés. Nous sommes-là sur le terrain classique d'un certain radicalisme, d'ailleurs beaucoup plus avancé dans l'Angleterre de Wilson, l'Allemagne de Brandt et de Schmitt, et même les U.S.A. de MM. Nixon et Ford, qu'en France. La tendance en est bien entendu respectable, mais on ne voit guère comment elle contribuerait vraiment à juguler l'inflation, ni à ouvrir une porte au socialisme.

Venons-en alors en troisième lieu à ce qui est vraisemblablement le plus important aux yeux de M. Rocard : la réorganisation des circuits financiers. « Le Système économique tout entier, nous dit-il, a besoin d'une irrigation monétaire à la fois efficace et non inflationniste ». **Irrigation** est charmant ! C'est l'argent, le capital qui fera pousser nos récoltes et tourner nos usines. En effet, il en est ainsi dans la réalité des circuits capitalistes. Mais cette réalité en cache une autre, plus profonde : c'est que l'argent qui s'accumule et s'investit est le produit d'un rapport social qui s'appelle l'exploitation. Or, si le socialisme a une finalité, c'est d'abolir l'exploitation. A long terme ? Sans doute. Mais encore faut-il au point de départ y voir clair sur la nature des circuits financiers. La clé en est l'investissement. Mais d'où doivent venir les fonds à investir, et à qui iront-ils ? Evidemment, ils proviendront des profits des entreprises, de l'impôt payé par les citoyens et les entreprises, et de l'épargne empruntée. Ces trois masses ont d'ailleurs une source commune.

M. Rocard refuse à cet égard l'accroissement de l'autofinancement, considéré sans doute comme générateur de déséquilibres du marché financier et échappant aux manipulations d'un éventuel Plan. Il faudrait pourtant examiner sans préjugé ce qu'il peut signifier dans le cas d'un « socialisme de marché » du type yougoslave, dont l'exemple ne peut être négligé. Restent alors les ponctions sur l'épargne et l'emprunt, qu'il faudrait garantir par l'indexation. Autrement dit, l'essentiel est de garantir les prêteurs contre la dépréciation du capital monétaire. On obtiendrait ainsi une détente des taux d'intérêt qui pourraient être limitée à 4 ou 5 % comme aux bons temps de la III^e République. Encore y faudrait-il une étatisation intégrale du crédit (d'origine intérieure ou extérieure), alimenté par des prélèvements fiscaux de l'État, qui ira de pair avec un blocage sélectif des prix (entre autre sur le prix des terrains à bâtir, par municipalisation).

Ces mesures ne nous disent rien sur le niveau et la forme des salaires. Elles ne nous disent rien non plus sur ce que pourrait être dans ce cadre un contrôle ouvrier, et moins encore une perspective autogestionnaire qui suppose des nationalisations d'un nouveau type. Sans doute un Commissariat au Plan, encadré par un Ministère des Finances, les remplaceraient-ils ? Mais d'une façon générale, quelles institutions nouvelles pourraient assurer le succès de telles mesures ? Et en admettant leurs succès, déboucheraient-elles sur un socialisme dont M. Rocard se montrait partisan jusqu'à présent ? N'auraient-elles pas plutôt comme effet, tout simplement, un rééquilibrage du régime actuel dont on prétend cependant amorcer la « transformation » ? Où est la politique des besoins, dont les exigences et la prise en considération prioritaire seraient la façon préliminaire d'aborder cette « transformation », et quel serait le rôle des syndicats et d'autres organisations coopératives et municipales ?

Insister sur tout ce qui différencie ces propositions du programme et des engagements élaborés par le P.S.U. ces dernières années ne serait pas trop difficile. Mais la question politique que soulève cette différence est d'une autre nature. Elle est de savoir si l'action du Parti Socialiste, auquel M. Rocard manifeste assez clairement depuis l'élection présidentielle qu'il souhaite y participer sans trop tarder, est la meilleure façon de mettre en œuvre une politique socialiste qui soit autre chose qu'un assez vague « projet » laissant place en pratique à tous les glissements « au fil de l'eau... ».

Le P.S.U., dans son immense majorité, y répond par la négative. Ce n'est pas le programme présenté par Rocard qui pourrait le faire changer d'avis. Et, pour le dire en passant, ce ne sont pas non plus les critiques avancées par le P.C. contre



ce programme. Le P.C., sous la plume de P. Herzog dans *l'Humanité*, reproche à ce programme de ne pas « être incompatible avec les intérêts du grand capital ». Cette imputation est plutôt comique, venant du parti de la « démocratie avancée ». D'ailleurs, si l'on ne se paye pas de mots, en quoi le programme commun auquel ont souscrit le P.C. et le P.S. (sans parler des braves « radicaux de gauche ») est-il propre à ruiner les intérêts du grand capital (privé, s'entend, car pour le capital d'Etat on nous promet son agrandissement notable) ? Quand des membres du P.C. étaient ministres (de 1944 à 1947), où quand ses députés faisaient la majorité du P.S. et des radicaux (en 1936), en quoi ont-ils ruiné « les intérêts du grand capital » ? En ce temps-là, comme aujourd'hui, ce sont les luttes ouvrières qui ont arraché certaines **concessions** au grand capital, et non les programmes parlementaires et les procédures bureaucratiques.

Non, ce qu'il faut reprocher aux propositions économiques de M. Rocard, c'est plutôt leur inefficacité, dans l'immédiat comme pour le futur. Et surtout, d'y voir un pont facilitant l'entrée des militants du P.S.U. dans le parti socialiste. Car c'est surtout là que la manœuvre devrait nous conduire, paraît-il. Or, s'il y a une conclusion à tirer de ces articles (et de quelques autres qu'on peut lire dans **France-Soir** et ailleurs), c'est que la gauche travailleuse a besoin du P.S.U., et que la gauche qui se dessine dans le P.S. en a aussi besoin. La discussion sur les programmes, ouverte et publique, a au moins l'intérêt de prouver que si nous parlons de pluralisme des partis, de liberté des courants d'expression, dans un régime socialiste, c'est dès aujourd'hui que nous les mettons en pratique. Aller au P.S., tomber dans le présidentialisme de parti, ce serait affaiblir le ferment populaire que représente le P.S.U. Prôner un programme « de crise » substitué au programme socialiste « de transition », ce serait aussi renier les ambitions antérieures du P.S.U., et surtout barrer ses initiatives nouvelles au moment où elles sont plus que jamais nécessaires.

Pierre NAVILLE.

15 novembre 1974

Depuis que l'article ci-dessus a été rédigé, deux mois se sont écoulés et la discussion sur « la crise » s'est poursuivie sans apporter beaucoup de clarté supplémentaire. M. Rocard, désormais adhérent au P.S., a évité de répondre aux questions qui lui ont été posées par un des porte-parole économiques du P.C., M. Herzog. R. Attali, du P.S., a relayé M. Rocard en esquissant à son tour la politique économique que « devrait » suivre Giscard d'Estaing... s'il s'inspirait de l'union de la gauche. **Le Monde** est devenu la tribune privilégiée de cette pseudo-discussion où chacun fait son possible pour défendre un point de vue qui ne tient aucun compte de ce qu'affirme son rival.

On se demande alors s'il ne faut pas tirer de cette étrange polémique, pour le moment, autre chose qu'un constat de carence. On peut, en effet, conclure que cette controverse si peu franche préfigure ce qui se passerait lorsque socialistes et communistes seraient associés « au pouvoir » avec l'aimable appoint de quelques radicaux et centristes bien vus de leur côté (c'est-à-dire, dans leur hypothèse, au gouvernement de l'Etat bourgeois constitutionnel tel qu'il est). C'est tout l'intérêt de la querelle présente.

Que pensent les économistes et financiers du P.S. ? Ils font référence rituelle au « programme commun », tout comme le P.C. d'ailleurs, mais pour juger qu'on n'y trouve qu'une sorte de cadre élastique des mesures à prendre. Or, ces mesures devraient être dictées par la combinaison d'une appréciation déterminée de l'état de choses économique présent (« la crise ») et d'une perspective à plus long terme (socialiste) — les deux attitudes étant bien séparées. Mais ce n'est pas la perspective lointaine qui compte le plus; c'est l'état de choses actuel. On en revient alors à une sorte de catalogue du genre de celui que Mitterrand et Rocard établissaient ces derniers mois : lutte contre l'inflation par le contrôle de la hausse des prix; redressement de la croissance par investissements et importa-



tions sélectionnées selon un plan impératif; réduction des inégalités de « revenus » par une action fiscale appropriée, etc. Ce genre de mesures s'inscrivent surtout dans le cadre national. Ce ne sont pas même des réformes, mais plutôt des mesures conjoncturelles, même si on les assortit de quelques nationalisations supplémentaires (dont on voit assez, par l'exemple des services publics, qu'elles ne suffisent de loin pas à renverser la conjoncture). Est-ce avec cela qu'une véritable mobilisation de riposte peut être obtenue ?

A ces suggestions venues du P.S., le parti communiste oppose une analyse dont on ne voit pas très bien en quoi elle diffère, pour les mesures immédiates, de celles des socialistes. Mais son point de départ est tout autre. En effet, pour le P.C., il n'y a pas de crise au sens traditionnel de l'analyse marxiste. Il y a bien une crise du capitalisme en général, mais c'est une crise permanente qui dure depuis bien plus qu'un siècle; et aux yeux du P.C. elle n'a pas de signification vraiment locale (en France). C'est une crise organique, propre à la nature même du système, qu'il n'y a pas lieu d'analyser dans ses effets particuliers. De ce point de vue, la conjoncture ne l'intéresse pas. Il refuse d'envisager un « programme de crise ». Il s'en tient aux revendications constantes des syndicats : défense et accroissement du pouvoir d'achat des salariés et défense de l'emploi; défense du petit capitalisme (agricole, commercial, industriel) contre les grands monopoles nationaux et multinationaux, qui conservent leur importance qu'il y ait crise conjoncturelle ou non.

Cela laisse au P.C. les mains libres pour revendiquer le pouvoir, mais dans le vide. Lorsque le P.C. répète que ce vide n'existe pas puisqu'il sera rempli par le programme commun, il ne répond pas aux questions précises posées par la crise telle que chaque travailleur (et chaque capitaliste) l'éprouve — chacun à sa manière — car ce programme est un catalogue d'objectifs très vaguement formulé qui n'apporte pas de solutions, pour commencer, aux problèmes posés dès maintenant. Tout se ramène alors à une attente, attente du pouvoir grâce à un succès électoral; mais cela ne suffit pas non plus à répondre à la question, car l'expérience a déjà montré ce que le P.C. peut faire du pouvoir.

Avant la guerre, en 1936, le Front populaire a conquis « le pouvoir » lors des élections législatives. Le P.C. n'a pas accepté l'offre de déléguer ses membres au gouvernement Blum, mais il lui a assuré sa majorité parlementaire, et à cette époque il a fait tout son possible pour restreindre le programme socialiste et limiter les effets de la grève générale ouvrière qui l'appuyait. Vers la fin de la guerre, à Alger puis à Paris, jusqu'en 1947, le P.C. a partagé « le pouvoir » avec la S.F.I.O., le M.R.P., les gaullistes et les débris radicaux; et cette fois il a revendiqué et obtenu des postes gouvernementaux de premier plan. Et qu'y a-t-il fait, ou même proposé, de plus que ce que la S.F.I.O. et de Gaulle non seulement acceptaient, mais désiraient ? Inutile de refaire ce bilan...

Lorsque G. Marchais accuse F. Mitterrand et ses collaborateurs de ne songer qu'à « gérer la crise du capitalisme », il ne devrait pas oublier que c'est précisément ce qu'a fait le P.C. chaque fois qu'il a été « au pouvoir ». En serait-il autrement aujourd'hui ? Pour qu'on puisse le croire il faudrait d'abord qu'il réponde aux questions que nous posons plus haut, et auxquelles il se dérobe.

Tout d'abord il faut admettre qu'il y a bien en ce moment une crise particulière, en France, en Europe et dans le monde, et que c'est à partir de cette crise que le mouvement ouvrier et populaire peut trouver la voie d'une riposte qui le mènera plus loin. Les masses travailleuses ne se mettront pas en branle parce qu'on leur répétera seulement : le capitalisme est le capitalisme, et il est perpétuellement en crise. La jeunesse, en particulier, ne peut se borner à cette constatation qui suppose une mémoire et une conception théorique élaborée. C'est l'expérience quotidienne qui la confronte à une situation immédiate qui appelle sa réaction, et celle-ci ne peut surgir que de cette expérience.

Ensuite, il ne suffit pas de répéter que Giscard, son gouvernement et son administration, sont l'incarnation du « capital monopoliste d'État », et qu'à ce titre



il faut l'abattre. Car ce gouvernement est en train, lui aussi, d'affronter la crise, et il lui apporte des réponses dont on doit tenir compte à moins de parler dans le vide. Pour s'en tenir à l'aspect économique des choses, on voit que les intérêts dont le gouvernement est l'interprète ont entrepris une vaste manœuvre industrielle et politique dont le but est de sortir de la crise renforcés, et non affaiblis. Ces intérêts s'agitent, bien entendu, au milieu de nombreuses contradictions, plus ou moins importantes ou secondaires, mais précisément toute l'énergie de Giscard et des couches bourgeoises et petites-bourgeoises qui le soutiennent, est consacrée à manœuvrer dans ce sens, et y réussit jusqu'à un certain point, pour le moment.

En un sens, le vrai « réformiste », aujourd'hui, c'est Giscard. Car c'est lui qui manœuvre au cours d'une crise qui a des caractères bien particuliers pour **réformer** le système mi-étatique mi-libéral du capitalisme dont il est l'interprète qualifié. Par définition, le « réformisme » ne peut être que l'aménagement d'un régime existant, et ce régime est actuellement en France et dans l'Europe occidentale celui du capitalisme (avec ses caractéristiques d'étatisme, de prépondérance industrielle et financière, etc.). Par contre, la gauche hésite entre la défense pure et simple des positions économiques des salariés, et la dénonciation de la politique économique de Giscard, sans se décider à entrer dans la voie où les masses travailleuses seraient amenées à prendre à leur compte un **programme de transition enraciné dans les problèmes posés par la crise actuelle.**

Le « programme commun », ni le manifeste des Assises du Socialisme d'ailleurs, ne posent franchement cette perspective. Ce sont des déclarations d'intention, sans plus. Pourtant, à peu près tous les conflits sociaux de ces derniers mois ont été des occasions de montrer qu'au réformisme de Giscard on peut opposer une perspective de transition vers des rapports socialistes réels : les travailleuses et les travailleurs concernés par ces luttes ne se bornent pas à revendiquer l'emploi et l'amélioration des salaires. Partout, à l'exemple de Lip, ils posent immédiatement la question d'une organisation nouvelle des entreprises. Il faut donc s'engager dans un débat approfondi à ce sujet. Il n'y suffira pas de réunir des « meetings communs » de pure propagande exigés par le P.C., ni des aimables débats des télévisions. Il y faut une confrontation démocratique dans l'action, libre et loyale, animant une union populaire en gestation, bref, une démocratie révolutionnaire en marche.

Pierre NAVILLE.